

Marylise Léon : « On voit vraiment le tissu local se détériorer »

Paris. La CFDT Hauts-de-France prend la direction de Paris, aujourd'hui, et manifestera devant Bercy afin de « lancer un cri d'alerte sur l'emploi en région ». Marylise Léon, sa secrétaire générale, sera reçue par le ministre de l'Industrie.



Jean-François Soleri

Journaliste

economie@lavoxdunord.fr

Quels sont les contours de cette initiative que vous allez mener aujourd'hui ?

« Emploi en danger » est une initiative conjointe des collègues de la région Hauts-de-France avec l'ensemble des champs professionnels, plusieurs fédérations sont donc concernées. Ça ne concerne pas que l'emploi industriel. Ça fait plusieurs mois qu'on suit attentivement les questions d'emploi, notamment en Hauts-de-France, et on voit qu'il y a beaucoup d'inquiétudes parmi les salariés qu'on représente. Ce qui nous inquiète, c'est qu'on voit vraiment le tissu local se détériorer, se déliter et que ça risque d'avoir des impacts durables. L'idée, c'est de mobiliser les militants et les travailleurs et d'être reçus à Bercy par le ministre pour lui faire part de nos propositions.

Comment expliquez-vous la détérioration du tissu local ?

Il y a plein de causes différentes au regard des situations des entre-

prises. Ça peut être un manque d'anticipation, une problématique de sous-traitance, des entreprises en difficulté financière, des stratégies d'entreprise. Je pense, par exemple, au groupe Auchan qui va pratiquer la location-gérance et qui veut se débarrasser d'un certain nombre de magasins qu'il ne considère plus comme rentables. Nous avons une demande clé : plus de poids pour les élus, plus d'informa-

mations et plus de transparence sur les informations dans les entreprises. Nous demandons à l'administration de ne pas valider un plan de sauvegarde de l'emploi d'une entreprise qui a touché des aides et qui n'a pas rendu public l'usage qu'elle en a fait.

Nous souhaitons aussi pouvoir avoir la possibilité de contester un licenciement, soi-disant pour motif économique, mais qui repose

surtout sur des stratégies financières et d'optimisation fiscale.

Combien de personnes attendez-vous devant Bercy ?

Au moins 3 à 400 personnes. Je serai présente et le ministre de l'Industrie va me recevoir ainsi qu'une délégation de militants qui parleront eux-mêmes de leur situation.

« On revendique de faire ce contrôle social lorsqu'il y a des aides publiques ou des mécanismes publics de soutien aux entreprises. »

Arc France a reçu 200 millions d'euros d'aides de l'État depuis 2019. Faudrait-il pouvoir faire un bilan de la manière dont cette somme a été utilisée avant de voir la suite ?

Arc est un exemple emblématique. On sait que les salariés ont déjà fait beaucoup d'efforts. On leur a demandé d'absorber des réorganisations, des gains de productivité, plus de flexibilité. Aujourd'hui, c'est 600 emplois menacés. Nous,

ce que l'on dit c'est : transparence et évaluation de ce que ces aides ont produit. Quels sont les leviers que l'État se donne ? On revendique de faire ce contrôle social lorsqu'il y a des aides publiques ou des mécanismes publics de soutien aux entreprises. Les salariés, via leurs représentants, peuvent contribuer à ce contrôle.

La question se pose aussi pour ArcelorMittal : faut-il conditionner les aides de l'État à hauteur de 850 millions pour le four électrique ?

Pour nous, oui. Il faut un engagement ferme de l'entreprise à réaliser les travaux. Et aussi, la question, c'est de ne pas supprimer d'emplois et d'assurer que les salariés soient bien accompagnés dans l'évolution des compétences nécessaires. Cela fait partie de la responsabilité des entreprises. Il faut aussi pouvoir écouter les travailleurs qui peuvent avoir une autre version de ce qui se passe dans les entreprises. Je pense que ça peut être très utile pour l'État, surtout quand on a des montants aussi importants qui sont en jeu. ●



Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT.

Photo AFP

MEDEF

Fabrice Le Saché : « La France est l'un des plus gros exportateurs mondiaux de services »

Quelques jours après la présentation de l'étude réalisée par la CCI sur le tertiaire supérieur dans les Hauts-de-France, l'association Les Places tertiaires, qui œuvre pour la promotion de ces métiers du conseil, recevait le vice-président du MEDEF, Fabrice Le Saché, à la CCI Grand Lille.

Une personnalité invitée dans le cadre des déjeuners mensuels qu'organise depuis sa création, en 2007, l'association, pour « créer un point de rencontre entre les prestataires de services et les donneurs d'ordre ». « C'est aussi une occasion de nous extraire de notre quotidien, une bouffée d'oxygène », confiait Stéphanie Dubut, vice-présidente des Places tertiaires. Car le travail ne manque pas pour ce secteur de l'économie « ultra-

important mais souvent sous-valorisé », indiquait Fabrice Le Saché. Les entreprises ont besoin d'expertises pour se développer. Notamment en raison du contexte, de plus en plus complexe, en matière de normes, de problématiques fiscales, de transition énergétique... « C'est plus difficile quelle que soit la taille de l'entreprise. Ce qui est vrai pour une grande entreprise l'est encore plus pour un ETI ou une PME. Souvent, les petites entreprises n'ont pas internalisé le conseil. »

Croissance de 26 %

Dans les Hauts-de-France, le tertiaire supérieur qui regroupe les activités d'audit, de communication, de finance, du numérique... a connu une croissance de 26 % de ses effectifs en dix ans. Un essor qui fait de la région la cinquième

en termes d'emplois dans ce secteur, et qui ouvre des perspectives désormais incontournables pour garantir la performance durable des entreprises.

« Aujourd'hui, 60 % des PME victimes d'une cyberattaque mettent la clé sous la porte quelques mois après », précisait Fabrice Le Saché, pour insister sur le rôle fondamental des métiers de service, en l'occurrence dans le numérique. Et pas seulement en France : « On dit que la France a un déficit commercial et on s'en désole, mais on est excédentaire sur les services. On est l'un des plus gros exportateurs mondiaux de services. » ●

Nathalie Labreigne



Fabrice Le Saché, vice-président du MEDEF en charge de l'Europe, était l'invité de l'association Les Places tertiaires, dont Stéphanie Dubut est vice-présidente.